



A Nîmes, tensions autour d'un colloque sur le FLN

Le Monde | 09.03.12 | 11h25 • Mis à jour le 09.03.12 | 11h27



Nîmes, correspondante - Samedi 10 mars au matin, des bus venant de Nice, de Montpellier, de Marseille ou de Perpignan vont amener, à Nîmes, des centaines de pieds-noirs pour manifester contre la tenue d'un colloque sur "la présence du FLN algérien en France, pendant la guerre d'indépendance, de 1954 à 1962".

A l'origine de ce colloque qui réunit des chercheurs et des universitaires français et algériens, un collectif réunissant l'Association des Algériens du Languedoc-Roussillon et de l'Aveyron, France-El Djazaïr, France Palestine Solidarité, la CGT du Gard, le Mouvement de la Paix Nîmes ou Solidaires 30, le tout coordonné par l'ancien député communiste Bernard Deschamps.

PROVOCATION

Mais l'événement est vécu comme une provocation par les associations activistes de pieds-noirs pour au moins trois raisons. Avant tout, la date, le cinquantenaire du rapatriement ; ensuite, le lieu, ce Midi qui concentre une très forte population de pieds-noirs et de harkis ; enfin, le site même du colloque : une salle louée par le conseil général du Gard.

Les tensions montant ces derniers jours ont amené le conseil général à [réagir](#), en précisant qu'il a loué la salle et qu'il n'a pas accordé de subvention aux organisateurs. Même frilosité du côté de l'Etat qui, informé de ce colloque depuis plus d'un an, a fini par [notifier](#), fin février, aux organisateurs qu'ils n'auraient pas de subvention.

AUBAINE

A la tête de l'association de rapatriés nîmoise l'Usdifra, Gabriel Mène se dit apolitique mais sa proximité avec Marine Le Pen est un secret de Polichinelle. M. Mène a d'abord tenté d'obtenir l'annulation du colloque, en frappant à toutes les portes au niveau de l'Etat. Devant le refus des autorités, il a fini par appeler à la manifestation, et a, pour cela, battu le rappel dans le sud de la France.

Les pieds-noirs vont donc manifester devant le colloque, mais "de manière apolitique", précise Gabriel Mène. Certains élus ont décidé de venir soutenir les pieds-noirs, comme Yvan Lachaud, député centriste, adjoint au maire de Nîmes, mais il précise qu'il ne se rendra à aucun "colloque ou contre-colloque".

Car la tenue de cette conférence a provoqué une autre réaction, celle de l'avocat Gilbert Collard, président du comité de soutien à Marine Le Pen, qui se présente à la députation dans le Gard et qui profite de l'aubaine pour organiser un "contre-colloque", dans un café du centre-ville de Nîmes, où doivent prendre la parole "des historiens et des combattants".